



NOTE CONCEPTUELLE

Le développement économique local pour une reprise équitable

14 juin 2022, 10h00-11h30 (CEST)

Session hybride

Organisée par la Commission de CGLU sur le développement économique et social local, en coopération avec le Conseil politique de CGLU sur des villes plus sûres, résilientes et durables, capables de faire face aux crises

Le développement, contrairement à la croissance, est soit inclusif, équitable et durable, soit il ne peut être considéré comme tel. Il est essentiel d'intégrer les principes d'égalité et de durabilité à la base de la mise en œuvre des politiques de développement économique local, qui guident l'incorporation des droits de citoyenneté pour toutes les personnes, ainsi que l'accès équitable aux ressources et aux biens communs.

La participation, la transparence, la coresponsabilité, l'innovation, la solidarité et le respect de la diversité sont quelques-unes des clés du développement des territoires locaux, surtout à l'heure de la reprise après la pandémie et du nouveau scénario imprévisible des conflits internationaux, notamment la situation en Ukraine. Les cinq dimensions de l'Agenda 2030 (personnes, planète, prospérité, paix et partenariats), ainsi que les axes du Pacte pour l'avenir (personnes, planète et gouvernement) exigent la mise en œuvre de politiques et d'instruments qui garantissent l'égalité et l'accès aux ressources fondamentales pour la réalisation du contrat social.

La nécessité d'atteindre des niveaux plus élevés d'égalité et de bien-être social n'est pas toujours satisfaite par la réalité des politiques, des processus et des pratiques qui sont mis en place aux niveaux local et national. Selon le dernier rapport d'OXFAM, "L'inégalité tue", "les dix hommes les plus riches du monde ont doublé leur richesse, alors que les revenus de 99% de la population mondiale se seraient détériorés à cause de COVID-19. Les croissantes inégalités économiques, raciales et de genre, ainsi que les inégalités entre les pays, fracturent notre monde". Cette situation est le résultat de politiques économiques qui maximisent la rentabilité économique par rapport à d'autres critères, affectant particulièrement les personnes les plus vulnérables, les filles, les femmes, les personnes racisées, entre autres. D'où la nécessité de promouvoir des politiques, surtout au niveau local et régional, qui réorientent les modèles économiques et productifs vers des systèmes progressifs et le renforcement des services publics qui garantissent l'égalité.

Cette dynamique globale a un impact évident sur les territoires locaux où vivent les populations. Il est donc nécessaire de concevoir et de mettre en œuvre des politiques d'égalité visant à éradiquer ces inégalités, qui constituent un facteur négatif non seulement pour les personnes en situation de vulnérabilité, mais aussi pour la société dans son ensemble. Reconnaître et identifier les inégalités et orienter les politiques, en priorité, vers l'égalité dans l'accès et la jouissance des ressources fondamentales (alimentation, santé, énergie, éducation, culture, travail, pleine jouissance de sa propre identité, droit à la participation sociale) est la base de la politique locale. En ce sens, il est essentiel de renforcer les systèmes de soins, en améliorant l'accès et la qualité de la prestation des services publics, notamment dans les contextes de crise. L'idée principale est de réfléchir à la manière dont l'action politique locale corrige les inégalités et à quel point son intervention est essentielle pour construire des sociétés cohésives et durables.



La volonté politique - en termes d'influence sur la construction de sociétés cohésives - et la connaissance du territoire - avec l'implication et la participation des acteurs qui coexistent dans cet espace - permettent d'aborder des questions fondamentales telles que l'identification des principaux obstacles qui perpétuent les situations d'inégalité et empêchent de progresser vers une société cohésive.

En même temps, il est nécessaire d'identifier les questions de genre qui sous-tendent toutes les réalités qui se chevauchent et coexistent sur un territoire. Cela nous permettrait de mettre en lumière les aspects qui découlent de l'attribution de rôles différents aux hommes et aux femmes, qui appauvrissent sans aucun doute la liberté et les capacités individuelles des hommes et des femmes, diminuant ainsi les ressources personnelles qu'ils pourraient apporter à leur environnement, et par conséquent à leur territoire.

En bref, il s'agit d'investir dans le capital social, dans le capital humain, pour générer des sociétés et des territoires plus cohésifs, forts et durables, car ce sont les personnes qui tissent et forment la base de l'économie, de l'emploi et de la croissance territoriale.

Objectif

L'objectif principal de la session est de réfléchir aux clés fondamentales pour placer au cœur des politiques de développement économique local les principes qui permettent une relance plus résiliente et équitable, en tenant compte des besoins et des dynamiques des communautés locales.

Questions guide

- Quels sont les avantages de placer l'égalité et la durabilité au centre des politiques de développement local ? Comment l'application du principe d'égalité dans les politiques locales pourrait-elle être intégrée ?
- Quelles initiatives mettriez-vous en avant dans le processus de relance de l'économie locale et de renforcement des systèmes de soins ? Et dans quelle mesure la fourniture de services publics de base a-t-elle un impact ?

La session est organisée par la Commission du Développement Économique et Social Local de CGLU, en collaboration avec le Conseil d'Orientation de CGLU sur les villes plus sûres, résilientes et durables, capables de faire face aux crises, ainsi que par FAMSI, une institution composée de gouvernements locaux d'Andalousie, qui participe activement aux stratégies de plaidoyer, au soutien technique et à la coopération avec les municipalités et les réseaux internationaux, en favorisant l'échange et l'apprentissage mutuel.

Méthodologie

La méthodologie consistera en une double série d'interventions des participants pour aborder les questions clés suivantes :

1. donner la priorité aux politiques de relance équitable.
2. initiatives et mesures d'intervention

Chaque série d'interventions durera au total 30 minutes, avant de laisser place aux questions ou réflexions du public, en personne et en ligne. Enfin, les idées clés partagées lors du panel seront présentées.

La session sera interprétée en anglais, français, espagnol et italien.



Veillez trouver [ici](#) le lien pour la réunion Zoom.

Ordre du jour

Mots d'ouverture (10h00-10h10)

Priorité aux politiques de relance équitable (10h10-10h40)

Initiatives et mesures d'intervention (10h40-11h10)

Discussion ouverte : (avec tous les panélistes et les questions/commentaires des participant-e-s) (11h10-11h25)

Mots de clôture : (11h25-11h30)

